

**« Le rôle de l'intellectuel, c'est d'être critique »**  
Entretien avec Jean-Marc Piotte

Jean-Pierre Couture

Numéro 246, automne 2013

Actualité de *Parti pris*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/70151ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Couture, J.-P. (2013). « Le rôle de l'intellectuel, c'est d'être critique » : entretien avec Jean-Marc Piotte. *Spirale*, (246), 56–60.

yeux. » Voilà qui annonce des ouvrages de la veine spirituelle comme *Un amour libre* en 1970 et, surtout, *Les deux royaumes* en 1978. D'ailleurs, la correspondance entre Piotte et Vadeboncœur est l'un des premiers révélateurs, à ma connaissance, de la fatigue de l'écrivain, cherchant à quitter l'action syndicale pour écrire, ce qu'il fera finalement en 1975 en prenant sa retraite de la CSN. C'est aussi le signe d'un changement d'orientation essayistique de Vadeboncœur, qui redécouvrira l'art, l'enfance ainsi qu'une certaine hauteur spirituelle dans ses essais à partir des années 1970.

Quand je pense aux parcours parallèles de Jean-Marc Piotte et de Pierre Vadeboncœur pendant les années 1960 et le début des années 1970, je me répète cette belle phrase d'Yvon Rivard à propos de son lien avec Gaston Miron : « *En tout cas, j'aime m'imaginer que nous nous croisons ainsi sur l'axe métaphysique qui va de haut en bas et de bas en haut, lui y montant, moi y descendant, comme deux ouvriers qui changent de shift (de quart) sur ce chantier où l'on travaille jour et nuit à bien rattacher la lumière à la terre* » (*Personne n'est une île*, Boréal, 2006). Il y a un peu de cela dans la correspondance de Piotte et de Vadeboncœur. Cela dit, les deux hommes n'ont pas tracé une fois pour toutes leur destin respectif : l'un dans l'action — à travers, par exemple, le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ) qu'il a fondé en 1970 — et l'autre, dans la contemplation de l'écrivain retiré sur ses terres. Rappelons-nous la gigue d'Antée. Vadeboncœur n'a

jamais quitté l'action pour la méditation : une telle vue de l'esprit néglige tous les essais comme *To be or not be* (1980) et *Gouverner ou disparaître* (1993) qui ont suivi *Les deux royaumes*. L'image que Piotte propose dans sa lettre du 29 juin 1968 est, à cet égard, fort évocatrice : « *Quand je te visualise, je t'imagines oiseau qui se débat désespérément, espérant les ailes, mais dont les pattes ne veulent pas se soulever. Car tu ne veux pas t'envoler seul.* » Il y a ici quelque chose qui rappelle l'albatros baudelairien. Il y a aussi un portrait tout particulièrement juste d'un essayiste que plusieurs ont cru, à tort, perdu dans les sphères éthérées. Piotte avait déjà l'intuition, en 1968, que Vadeboncœur ne saurait jamais prendre sa retraite. Les *shifts*, entre la terre et la lumière, il les aura connus toute sa vie.

La correspondance entre Jean-Marc Piotte et Pierre Vadeboncœur n'est pas la plus importante qu'a entretenue ce dernier, lequel a noué des relations épistolaires avec à peu près tout ce que le Québec de l'après-guerre a pu compter d'écrivains et d'intellectuels. Il est d'ailleurs à espérer qu'un jour, les Québécois auront accès à cette masse inédite et inestimable pour comprendre l'histoire du pays. Il n'empêche qu'*Une amitié improbable*, escortée discrètement par un Jacques Pelletier qui a tout fait pour mettre en relief cette correspondance sans l'étouffer en multipliant les notes et commentaires, apporte un éclairage des plus intéressants sur la vie de deux hommes se démenant pour tracer leurs lignes du risque respectives. À lire pour ne pas rester assis. ─

DOSSIER 

# « Le rôle de l'intellectuel, c'est d'être critique »

## Entretien avec Jean-Marc Piotte

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PIERRE COUTURE

SPIRALE — Au moment de sa fondation, *Parti pris* arrive sur une scène occupée par des revues telles que *Cité libre*, *La revue socialiste*, *Liberté* et aussi *Socialisme*. Qu'y a-t-il de nouveau avec le langage des partipristes ?

JEAN-MARC PIOTTE — C'était un langage complètement différent. Trois thèmes sont liés à *Parti pris* : l'indépendance, le socialisme et la laïcité. Le seul groupe qui se rapprochait un

peu de ces idées, c'était celui de Raoul Roy à *La revue socialiste*. Il reliait déjà l'indépendance au socialisme, mais c'est André Major qui a ajouté la laïcité aux deux autres thèmes. Roy était d'accord avec l'union des deux premiers, mais il était en désaccord avec l'inclusion du troisième qui, croyait-il, ne pourrait que nous isoler au Québec. Sa prédiction était fautive, car c'est bien cet ajout qui a été déterminant dans notre succès.

*Parti pris* avait aussi plus de corps que *La revue socialiste* et comptait beaucoup plus d'auteurs. On y citait ceux qui ne faisaient pas partie de la formation dispensée dans le cours classique : Jean-Paul Sartre, Frantz Fanon, Albert Memmi, Jacques Berque... C'était une vision complètement différente de celle de *Cité libre* et, aussi, de celle de *Socialisme* qui était plutôt sociale-démocrate dans son approche et beaucoup plus près du mouvement syndical. L'indépendance et la laïcité y étaient absentes. Des gens de la génération précédente (Pierre Vadeboncoeur, Marcel Rioux, Fernand Dumont et beaucoup d'autres) qui n'étaient pas indépendantistes le sont alors devenus. Cette nouvelle vision de la nation n'était plus tournée vers le passé.

SPIRALE — La revue se développe à travers quelques grandes tensions qui l'accompagneront jusqu'à la fin. La première que je voudrais explorer est celle qui tente de relier les idées à l'action, la théorie à la pratique. Cela alimentait-il le débat dans la revue ?

JEAN-MARC PIOTTE — Il s'agissait plutôt de tensions latentes, car il y a eu très peu de débats internes sur l'orientation de la revue. Pierre Maheu, l'organisateur au centre de la revue, très ouvert aux différentes perspectives, était un rassembleur.

Quant au rapport entre les idées et l'action, j'étais celui qui insistait davantage sur la pratique politique. C'est pourquoi la revue m'a demandé de fonder un pendant politique : le club *Parti pris*. C'est là qu'on faisait de la formation, des manifestations ; on distribuait des tracts ; on y faisait aussi venir des gens comme Marcel Rioux. Le club a formé des gens comme Andrée Ferretti, Mario Dumais (qui est aujourd'hui à l'Institut économique de Montréal), Michel Doré (qui a été salarié à la CSN), etc.

Le Mouvement de libération populaire (MLP) est issu du club *Parti pris*. En 1965, par une belle journée de soleil, nous sommes partis faire une « manif » à caractère nationaliste le jour de la Fête de la Reine, je crois, et nous étions à peu près soixante-cinq personnes au départ. Dans le parc La Fontaine, on annonce notre manifestation, les gens embarquent et nous nous retrouvons subitement des milliers à descendre la rue Amherst. La police nous arrête et ça se transforme en émeute. C'est à partir de ce moment qu'un groupe de trotskystes, le groupe de Pierre Vallières et Charles Gagnon (autour de *Révolution québécoise*) et le groupe d'Yvon Hussereau (qui distribuait des tracts à la sortie des usines à Saint-Henri) décident de joindre le club *Parti pris* pour former le MLP.

Le mouvement organise des manifestations et des campagnes d'appui aux grèves, mais au bout d'un an, nous ne sommes pas plus nombreux. La réunion initiale des forces fait place au déchirement. C'est en raison de cet échec que je quitte pratiquement la revue à l'été 1966 pour aller étudier le marxisme là où c'est possible : en France. En quittant la revue, je fais entrer deux nouveaux membres au comité de rédaction : Gabriel Gagnon et Luc Racine. Je les fais entrer avec l'accord de Pierre Maheu, en lui disant qu'on a besoin de gens avec une formation en sciences sociales puisque notre formation était surtout littéraire ou philosophique.

SPIRALE — Votre souci pour l'action concrète vous amenait d'ailleurs à vous éloigner de Montréal dès le début de la revue. Qu'étes-vous allé faire ?

JEAN-MARC PIOTTE — Je suis allé travailler dans le Bas-du-Fleuve. On est en 1963, j'avais 23 ans et *Parti pris* venait tout juste d'être fondé. Un des dirigeants du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), Jean-Claude Label, me demande d'y aller pour devenir animateur social. Il me dit qu'il s'agit de faire un plan de développement à partir des besoins de la population. Je lui demande : « Et si le gouvernement ne veut pas l'appliquer ? » À cela, il me répond : « Alors on va monter la population contre le gouvernement ». J'ai accepté et c'est là que j'ai appris à faire de l'action sociale et politique.

SPIRALE — Mais, à la fin, on vous demande de choisir entre votre travail au BAEQ et votre engagement à *Parti pris*. Vous écrivez à ce sujet : « *mon choix est rapidement arrêté : la révolution* ».

JEAN-MARC PIOTTE — Au début, on nous demandait de travailler avec les gens pour définir une voie de développement reposant sur les ressources locales. Mais à la fin, il fallait plutôt défendre auprès de la population le plan négocié entre les technocrates du BAEQ, dont Guy Coulombe, et les représentants du gouvernement. La démarche était complètement inversée.

Ce qui a créé la crise, c'est la publication, dans *Parti pris*, d'un texte d'analyse du milieu rural dans lequel j'appelais à la révolution. Le secrétaire général de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) — la future Union des producteurs agricoles (UPA) — a envoyé mon texte à Bona Arseneault, député de Matapédia et ministre du gouvernement libéral, qui, lui, le fait parvenir aux dirigeants du BAEQ en disant : « Qu'est-ce qu'il fait là ce révolutionnaire ? » Et c'est à ce moment qu'on me demande de choisir entre l'aménagement et *Parti pris*. J'ai décidé de partir, car la raison pour laquelle j'étais là-bas ne tenait plus. Je me sentais coupable : j'avais involontairement « fourré » le monde en leur ayant promis quelque chose qui ne s'était pas réalisé. J'adorais ce travail d'animation sociale et j'aurais continué. Mais, après cette expérience, je n'en ai plus fait, car j'ai compris que ce n'était pas moi qui contrôlais le fruit de mon travail, mais ceux qui m'engageaient et me payaient.

SPIRALE — Ce dilemme demeure toujours d'actualité. Après le « Printemps érable », des leaders étudiants sont récupérés, tandis que d'autres ont résisté...

JEAN-MARC PIOTTE — De jeunes leaders de gauche ont souvent du talent et c'est sûr que les gens de pouvoir vont essayer de les récupérer. C'est payant d'être récupéré. Moi, je ne suis jamais entré là-dedans. C'est peut-être possible de changer les choses de l'intérieur, mais dans la mesure seule où tu te crées à l'extérieur de ça, même de manière informelle, une espèce de groupe ou d'association qui te permet de rester uni à d'autres militants partageant les mêmes valeurs. Autrement, la capacité du système à te récupérer demeure trop forte.

SPIRALE — Après votre doctorat sur la pensée d'Antonio Gramsci, vous devenez professeur d'université et militez surtout dans le syndicalisme. Pourquoi ?

JEAN-MARC PIOTTE — Lors de l'occupation armée du Québec, en octobre 1970, je constate que les seules organisations qui résistent sont les trois centrales syndicales. Je décide donc de

*Le Québec n'est pas une colonie au sens strict du terme. Ceci reconnu, nous devons admettre qu'avant la Révolution tranquille, notre mentalité en était une de colonisés.*

m'impliquer dans le syndicalisme pour y développer les luttes dans une perspective politique, ce que j'ai nommé syndicalisme de combat.

Je m'implique aussi dans mon syndicat de professeurs, même si j'ai été un des derniers à signer ma carte de membre parce que je ne voyais pas comment les professeurs d'université pouvaient faire du syndicalisme. Par cet intermédiaire, j'ai expérimenté l'action syndicale, j'ai milité au conseil central de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et à la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ). Le syndicalisme de combat était pour moi une étape nécessaire de radicalisation de la lutte économique en vue de passer à la lutte politique.

SPIRALE — La tension entre socialisme et indépendance déchirera *Parti pris*. En 1968, dans « Lettre à une militante », vous préconisez un ralliement tactique au Mouvement souveraineté-association (MSA) de René Lévesque. On y lit ceci : « la politique n'est pas une affaire de pureté, mais d'efficacité ».

JEAN-MARC PIOTTE — J'étais absent de la revue depuis trois ans. J'étais à Paris et c'est Ferretti qui m'a demandé dans une lettre ce que je pensais du MSA. Dans mon premier paragraphe, je dis d'emblée que mon éloignement me permet difficilement de me prononcer. On a retiré ce premier paragraphe et on a publié mon analyse à mon insu pour influencer des militants. Je recommandais de rejoindre Lévesque, mais c'était une vue de loin, car je n'avais pas eu de discussion avec ceux qui partageaient les idéaux de *Parti pris*. Avec le recul, on doit reconnaître qu'il y a eu deux périodes progressistes : celle du Parti libéral des années 60, soutenu par la CSN qui voulait aller plus loin ; et celle du Parti québécois, de 1976 à 1980, encore une fois soutenu par les syndicats qui le poussaient à gauche.

Aujourd'hui, le PQ, rêvant d'aller chercher ceux qui votaient pour l'Action démocratique du Québec (ADQ), est devenu la proie des nationalistes conservateurs. Le mouvement syndical, qui piétine et recule, se contente de dire au Parti québécois de ne pas faire ce qu'il fait. Ce n'est pas fort !

SPIRALE — Où logez-vous aujourd'hui sur la question de la souveraineté ?

JEAN-MARC PIOTTE — Je ne suis pas plus fédéraliste que je ne suis indépendantiste. Je ne suis pas favorable à la fédération telle qu'elle existe. Dans la tête de plusieurs, il y a deux cases : souveraineté ou fédéralisme. Moi, je trouve qu'il y a des préoccupations sociales, écologiques et d'égalité des femmes qui sont plus importantes que la proposition d'une souveraineté.

D'ailleurs, le Parti québécois n'a jamais été indépendantiste. La souveraineté, qui a remplacé l'indépendance, a toujours été « complétée » par une association ou un partenariat avec Ottawa. En 1995, Jacques Parizeau voulait casser avec cette politique, mais Lucien Bouchard et Mario Dumont ont insisté pour ajouter le volet partenariat à la souveraineté. Le fait est que la majorité des Québécois se sentent aussi Canadiens. Ils entretiennent une double allégeance (moi, je me sens Québécois ; je ne me sens pas « pantoute » Canadien). Comment sortir de cette impasse ? Le gouvernement péquiste élu cherche à conserver le pouvoir, tandis que les militants du parti veulent qu'il tienne un référendum. Cette ambivalence péquiste engendre un marais dans lequel s'enlisent toutes les revendications sociales, économiques, politiques et nationales.

La grève étudiante de 2012 n'était pas portée pas des revendications nationalistes, mais par des revendications sociales qui débouchaient sur une remise en question de l'État néolibéral. Québec solidaire s'inscrit dans cette démarche : il met la priorité sur les revendications sociales plutôt que sur l'indépendance. Leur projet de constitution ne mènera peut-être pas à l'indépendance, mais ce qui en sortira sera issu de la volonté de la majorité du peuple québécois. C'est beaucoup plus concret que la position d'un gouvernement qui est pour la « souveraineté-quelque chose », qui va tenir un référendum « quelque part » et qui, pendant ce temps-là, gouverne en faisant des politiques de droite, en espérant obtenir l'appui des Canadiens français qui sont pour le crucifix à l'Assemblée nationale, les prières dans les assemblées municipales et contre les méchants musulmans.

SPIRALE — Sur ce point, nous semblons très éloignés de l'époque de *Parti pris* qui osait parler de ce qui nous opprime en employant des mots que nous n'écrivons plus : impérialisme américain, « nègres blancs d'Amérique », colonisé et colonisateur...

JEAN-MARC PIOTTE — Il y a trois choses là-dedans. D'abord, le *Portrait du colonisé* de Memmi est encore juste. Le vieux nationalisme traditionnel des Canadiens français se définissait par rapport aux Anglais. Les Anglais disaient qu'on était une province menée par les curés ; on rétorquait : « On est catholiques et supérieurs aux protestants ». Ils disaient que l'on s'enterrait dans le monde rural ; on répondait : « La campagne c'est bon, la ville c'est mauvais ». Ce que les Anglais nous envoyaient au visage comme étant négatif, nous le transformions en sens positif. Cela Memmi l'explique bien. Il

nous permet de très bien comprendre le nationalisme traditionnel. Le néonationalisme rompt avec celui-ci et, selon moi, c'est Memmi qui a permis cette rupture.

Deuxièmement, « *nègres blancs d'Amérique* » est une formule qui avait été utilisée par plusieurs, dont Paul Chamberland, et qui a été reprise dans le livre de Pierre Vallières. C'est une formule qui frappe. Le mouvement noir étatsunien nous inspirait. Les Noirs disaient « *We are Black, we are beautiful* » ; nous pensions « Nous sommes Québécois, nous sommes beaux ». Au lieu de nous laisser définir par les Anglais à partir de nos manques, nous insistions sur nos « pleins » pour nous définir par rapport à nous-mêmes et ce qu'il y avait de beau en nous. Toutefois, ce qu'écrit Gilles Bourque à la fin de *Parti pris* est juste. Le Québec n'est pas une colonie au sens strict du terme. Ceci reconnu, nous devons admettre qu'avant la Révolution tranquille, notre mentalité en était une de colonisés.

Troisièmement, la question de l'impérialisme américain disparaît avec le Parti québécois. Dès qu'il décide, dans les années 1970, de développer les liens commerciaux avec les États-Unis, les Américains deviennent nos cousins, nos copains, avec qui on fait des affaires. La chose la plus néfaste qui est arrivée est le libre-échange. C'est Bernard Landry qui a fait le tour de la province pour convaincre les citoyens d'appuyer le libre-échange de Brian Mulroney afin, dit-il, de devenir économiquement plus autonomes par rapport au Canada. La politique du grand souverainiste Landry est « souveraineté du Québec et intégration économique aux États-Unis ». Dans le libre-échange, la seule liberté, c'est celle des investisseurs qui sont libres d'investir là où ils veulent. Les contraintes sociales et environnementales sont faibles, voire inexistantes. En leur offrant des subventions et des réductions fiscales, tu entres en concurrence avec les provinces canadiennes et les états américains pour attirer ou conserver des investissements. Devenir souverains en s'agenouillant devant l'empire américain ne constitue pas, à mes yeux, une politique libératrice.

SPIRALE — J'aimerais qu'on parle en dernier lieu de votre rapport à l'écriture et de votre regard sur les luttes d'aujourd'hui. En plus de vos livres, vous avez principalement écrit dans les revues d'idées. Est-ce là une des marques de votre engagement intellectuel ?

JEAN-MARC PIOTTE — J'ai toujours accordé plus d'importance à la pratique qu'à la théorie. Je n'ai pas changé d'idée. Mais, depuis les années 1980, je me suis davantage consacré à mon enseignement et à mon écriture, m'éloignant du militantisme. Personnellement, je préfère me débattre avec des idées qu'avec des personnes !

J'ai toujours cherché des médias pour faire valoir mes analyses et mes solutions. J'aurais bien aimé participer à des émissions à Radio-Canada ou à TVA ou écrire à *La presse*, au *Devoir* ou à *L'actualité* s'ils m'avaient invité. J'allais donc vers les revues qui voulaient me publier. Les deux revues dans lesquelles j'ai joué un rôle fondamental sont *Parti pris* et *Chroniques*.

Ces dernières années, j'ai participé à la revue *À bâbord*. Il y a un parallèle à faire entre cette revue et *Parti pris* quant à la variété des positions des auteurs. *Parti pris* était vue comme un bloc, mais il y avait des différences importantes que peu de gens ont analysées. Tandis que, dans les pages d'*À bâbord*, on cultive les différences dans l'esprit de la gauche plurielle teintée d'anarchisme.

SPIRALE — Dans « Sens et limites du néo-nationalisme », vous dites au sujet de votre écriture : « *Un article n'est pas pour moi un bel objet narcissique, plein de lui-même et fermé sur lui-même, mais un écrit qui dévoile une réalité* ». N'avez-vous jamais cultivé un côté plus littéraire ?

JEAN-MARC PIOTTE — Je n'avais pas de talent particulier. J'étais moyen dans tout, mais je travaillais fort. Lorsque j'ai été publié pour la première fois à *Parti pris*, j'étais très content et ce ça m'étonnait même que je puisse être publié.

Chamberland, Major, Brochu, Godin et Miron sont des écrivains et, encore plus, des poètes. Chez eux, il y a une importance accordée aux mots et à l'écriture. Pour moi, ce n'était pas important ! Ce n'est qu'à partir des années 1980 que j'ai développé un souci pour l'écriture. Je sais apprécier un texte bien écrit. Les *Carnets* d'André Major sont écrits de manière merveilleuse et il écrit encore bien mieux que lorsqu'il avait 20 ans. On peut dire une chose de manière lourde et mauvaise, on peut dire une chose de manière simple avec non seulement le mot juste, mais en faisant en sorte que le sentiment voulu passe à l'intérieur de la phrase. Normand Baillargeon est un écrivain de ce type. On sent toujours son émotion derrière son texte. Je ne suis pas encore rendu là, mais si je vis et écris toujours à 92 ans, je voudrais m'en approcher !

SPIRALE — La lame de fond de votre écriture me semble être la critique de courants qui vous semblent néfastes politiquement : le felquisme, l'attrait pour les pays dits socialistes, l'apolitisme de la contre-culture et, plus récemment, le retour du nationalisme conservateur.

JEAN-MARC PIOTTE — Le rôle d'un intellectuel, c'est d'être critique. C'est ce que j'enseignais à mes étudiants : « Posez-vous des questions sur vous-mêmes, sur la société et sur votre rapport à la société ». Pour demeurer critique, l'intellectuel doit donc continuer de s'interroger.

Dans les années 1960-1970, mes textes étaient toujours reliés à un problème. En 1965, je m'aperçois que, dans le MLP, les gens qui viennent de *Révolution québécoise* de Vallières-Gagnon veulent passer à l'action armée. Dans mon texte « Où allons-nous ? », je décide d'analyser et de critiquer la position de *La cognée* qui propose cette orientation. À *Parti pris*, les Godin et autres se sentaient un peu coupables par rapport à ces gens qui risquaient leur liberté pour l'indépendance et le socialisme. Mais moi, je n'étais pas d'accord avec ce type d'action qui est le meilleur moyen, non pas pour faire la révolution, mais pour aller en prison.

Dans *Marxisme et pays socialistes*, je critique non seulement Staline, mais aussi Lénine, Trotsky et Mao. Ça n'était pas du

tout apprécié par les individus apparentés à ces courants-là. Aujourd'hui, les souverainistes réagissent de la même façon envers mes critiques. Dans *Démocratie des urnes et démocratie de la rue. Regards sur la société et la politique* qui vient de paraître, je développe davantage ma position. Et c'est ça le rôle de l'intellectuel : se remettre en question lorsque ses positions ne correspondent plus à la réalité telle qu'elle s'est développée. Sinon, tu ne bouges pas, tu répètes ce que tu pensais à 20 ans ou bien tu suis des modes. Moi, je n'ai jamais suivi les modes.

SPIRALE — En 1979, lorsque vous posez un regard rétrospectif sur *Parti pris*, vous écrivez : « *l'espoir révolutionnaire n'est que le désir fou de satisfaire un jour nos multiples, voraces et insatiables désirs* ». À 72 ans, maintenez-vous cette synthèse entre la joie et la lutte, le plaisir et le politique ?

JEAN-MARC PIOTTE — Oui, je la maintiens, même si elle n'a jamais été très forte au Québec, sinon peut-être chez certains anarchistes. Sur cette question, Patrick Straram, qui affirmait qu'il fallait « changer le quotidien et donc se changer soi-même », a été mon maître. Même si certains l'ont associé à la contre-culture, Straram n'y adhérerait pas, car il en avait contre son apolitisme (et, en cela, je l'ai influencé). Si tu es pour la liberté, l'égalité et la solidarité, il faut que ta vie se transforme pour être capable de vivre selon ces valeurs.

Ceux qui aujourd'hui veulent retourner au passé n'ont pas connu le Québec ou la France des années 1950. Ils ignorent donc ce qui a été gagné en liberté de pensée, liberté d'expression et liberté de comportement. En

mai 1968, les étudiants et étudiantes de Nanterre voulaient avoir la possibilité de coucher ensemble, ce qui était interdit dans les résidences universitaires. C'est ça qui est à l'origine de Mai 68. La libération sexuelle signifie la possibilité d'avoir un lien amoureux ou sexuel hors du mariage, ce qui était très mal vu. L'avortement était illégal. La « capote » était et est toujours proscrite dans la culture catholique. L'homosexualité était complètement réprimée. Les femmes étaient réduites au ménage et à l'éducation des enfants. Les hommes et les femmes au Québec étaient élevés de manière « ségrégationnée » jusqu'au mariage. C'est tout ça qui a été remis en question.

Quand je regarde les luttes d'aujourd'hui, je demeure attentif à ce qui naît, à ce qui se développe contre l'oppression et l'exploitation et pour l'égalité, la liberté, la solidarité et la justice sociale. Si tu veux impliquer des citoyens dans une lutte, tu ne peux pas les attirer avec du vinaigre. Si tes réunions sont plates, les gens ne viendront pas. Si les gens ne peuvent pas dire ce qu'ils pensent et prendre des décisions, ils ne viendront pas non plus.

Le « Printemps érable » a remis en question l'idée que les jeunes étaient individualistes, corporatistes, consommateurs et aliénés. Ils ont manifesté une créativité qui remettait en question les façons de faire de la gauche traditionnelle. Il y avait bien les organisations étudiantes et celle des profs contre la hausse, mais elles ne fonctionnaient pas comme les organisations autoritaires qui décident en haut pour imposer en bas. Ce nouveau mouvement social m'a enchanté. ⊥

# La queue de la comète



PAR GILLES DUPUIS

PARTI PRIS : UNE ANTHOLOGIE

Textes choisis et présentés par Jacques Pelletier  
Lux Éditeur, 372 p.

L'anthologie présentée et colligée par Jacques Pelletier chez Lux Éditeur est la deuxième à paraître sur *Parti pris*, après celle préfacée par Jacques Berque, publiée aux éditions Maspero, en collaboration avec la revue un an avant sa disparition<sup>2</sup>. Mais tandis que la première anthologie était destinée au lectorat français, comme l'indique son titre qui entendait faire à son intention le portrait contemporain des Québécois en « semi-colonisés » (Jacques Ferron) ou « dépossédés » (Berque) en voie de décolonisation, celle

de Pelletier s'adresse au lecteur d'aujourd'hui — québécois ou autre, homme ou femme, jeune ou vieux — qui voudrait refaire en accéléré le parcours météorique accompli par les partipristes et revisiter du même coup cette page turbulente de l'histoire du Québec qu'ils ont contribué à écrire. Car si la revue *Parti pris* a bien été ce météore qui a surgi « dans l'horizon culturel et politique québécois à l'automne 1963 », pour disparaître cinq ans plus tard seulement, c'est la queue de la comète, toujours visible après